



Association pour une prise en charge globale des femmes vivant avec le VIH

Édito

Pour le droit à la santé sexuelle des femmes !

En Septembre 2015, la 70ème Assemblée Générale des Nations Unies a adopté l'agenda des Objectifs du Développement Durable (ODD) pour la période 2015 - 2030. C'est dans cette instance que le Secrétaire Général des Nations Unies a lancé la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent, une version mise à jour de la Stratégie lancée en septembre 2000. En résumé, « le bien-être des femmes, enfants et adolescents est essentiel pour atteindre les ODD ».

Dans le monde, précise l'OMS, chaque jour environ 830 femmes meurent de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement. La plupart des décès peuvent être évités. Plus de 135 millions de femmes accouchent chaque année, dont 16 millions de jeunes filles âgées de 15 à 19 ans. Environ 22 millions d'avortements sont pratiqués dans des conditions dangereuses chaque année. L'absence de soins qualifiés est le principal obstacle à l'amélioration de la santé maternelle. Une grande majorité de femmes ignorent encore leur droit à la santé et à l'éducation. Beaucoup d'entre elles continuent d'être soumises à la discrimination socioculturelle, aux pratiques traditionnelles néfastes, à la violence sexospécifique, aux tabous alimentaires, aux mariages forcés, à des grossesses précoces, non désirées et trop nombreuses.

Au sein d'Ikambere, depuis 18 ans, nous nous sommes engagés dans ce combat pour la dignité des femmes et leur accès au droit à la santé sexuelle et reproductive, qui rejoint un droit à la parole, un droit de se dire et de s'entendre en matière de liberté de choix du partenaire, du droit au plaisir, du droit à vivre librement ses sexualités... Et du droit de tout vivre malgré le VIH !

Au mois de mars 2016, mois spécifique de la lutte pour les droits des femmes, nous avons mis en exergue le travail effectué par quelques acteurs qui nous accompagnent dans cet engagement. C'est le cas du Dr Arnaud Sevène, sexologue, qui a animé à l'occasion du 8 mars, une conférence débat sur « La sexualité, une histoire de droits ».

Et pour clôturer cet éditto, il n'y pas d'Ikambere sans accueil. La première personne que l'on rencontre quand on arrive à Ikambere est Valérie. Chargée de l'accueil physique comme téléphonique, elle a un rôle-clé, tout en subtilité, pour les visiteuses souvent désespérées.

Vive l'accueil à Ikambere et le droit à la santé sexuelle des femmes !

Dr Abdon GOUDJO
Président d'Ikambere



Sommaire

Édito 1

• Pour le droit à la santé sexuelle des femmes !

Interview 2

• Dr Arnaud Sevène : « Il est essentiel que les femmes puissent décider librement »

Témoignage 3

• L'accueil d'Ikambere. Valérie témoigne

Brèves 4

Ikambere

39, boulevard Anatole France
93200 Saint-Denis
Tél : 01 48 20 82 60 - fax : 01 42 43 69 92
Mail : contact@ikambere.com
Accueil et permanence téléphonique :
du Lundi au Vendredi de 9h à 18h.

www.ikambere.com



« Il est essentiel que les femmes puissent décider librement. »

Dans le cadre de l'information globale apportée par Ikambere à ses bénéficiaires, le Dr Arnaud Sevène, sexologue, propose depuis trois ans des conférences-débats. Il a ainsi présenté les droits sexuels à l'occasion du 8 mars. La sexualité, une histoire de « droits » ?

Quel est l'objectif de vos interventions à Ikambere ?

Mes interventions auprès des femmes d'Ikambere reviennent à leur offrir la possibilité, tous les trois mois environ, d'accéder à travers nos échanges à une information sur la sexualité et une éducation à la sexualité, ce qui ouvre la possibilité de se protéger, de se défendre et d'accéder aussi au plaisir. Sur ce dernier point, je tiens à préciser que je pense bien sûr au plaisir physique mais aussi psychologique, intellectuel, spirituel... Il s'agit d'un bien-être global. D'ailleurs quand on évoque aujourd'hui la "santé sexuelle", on la considère comme faisant partie de la santé tout court, tant sur le plan physique que mental.

Sur quel sujet a porté votre intervention à l'occasion du 8 mars ?

Nous avons abordé la question des droits sexuels. Je me suis appuyé notamment sur la déclaration des droits sexuels de l'Association mondiale de la sexologie (WAS), établie en 2012. Cette démarche est intéressante parce qu'elle a une dimension internationale et

va donc au-delà des droits sexuels vus par les Français par exemple, ou par tel ou tel groupe spécifique de personnes. La WAS a cherché à faire quelque chose d'universel et cette démarche permet de se placer du point de vue des droits humains.

Justement, quels sont ces droits en matière de sexualité, lesquels avez-vous abordé ?

Plusieurs notions me paraissent très intéressantes. D'abord le droit de faire des choix libres et responsables, en matière de reproduction par exemple, mais en matière de vie sexuelle de façon générale. On pourrait, d'une autre façon, parler d'autonomie. Il me paraît essentiel que les femmes puissent décider pour elles-mêmes de ce qu'elles veulent ou ne veulent pas sur le plan sexuel et on voit bien toutes les implications que cela a en terme de prévention du VIH par exemple. La deuxième notion qui m'intéresse ici est celle de l'éducation sexuelle. La difficulté et l'impossibilité à s'opposer à une sexualité non désirée, par exemple à des rapports sexuels non protégés,

sont souvent liées à un manque de connaissances sur la sexualité et sur les droits d'un individu en matière de sexualité. L'éducation sexuelle fait partie de ces droits définis par la WAS. Il faut avoir une éducation sexuelle mais qui ne se limite pas à la prévention.

En effet, il existe aussi un droit au plaisir sexuel. Cette notion est bien souvent mise de côté. Pour beaucoup de femmes avec lesquelles je discute, le plaisir est une chose ignorée qui, tout au plus, se réduit au plaisir de l'homme.

Enfin, nous avons abordé aussi une autre notion très intéressante : le droit aux soins et aux services médicaux dédiés à la sexualité.

Vous accompagnez les femmes d'Ikambere bénévolement depuis trois ans. Qu'est-ce qui motive votre implication ?

Je travaille à l'hôpital Casanova de Saint-Denis dans un milieu où évolue une population immigrée importante. J'interviens également en tant que sexologue dans une équipe de prise en charge des mutilations sexuelles féminines.

Je rencontre des personnes soumises à la violence qui ont connu des parcours très difficiles... Impossible de rester insensible à tout cela. Par ailleurs, j'ai un engagement important dans la santé sexuelle puisque je fais partie du Conseil exécutif d'une chaire Unesco "Santé Sexuelle et Droits Humains" unique au monde. Avec Ikambere, j'ai trouvé un lieu où il y a un véritable travail à faire en santé sexuelle.

Vous avez évoqué une démarche de santé holistique. À ce titre le sexologue que vous êtes peut-il se définir comme psychologue de la sexualité ?

Non, car je suis médecin et non psychologue, je ne fais pas un travail de psychothérapie. J'exerce la médecine sexuelle à partir de symptômes médicaux. En consultation, j'ai une démarche médicale classique, comme celle que l'on peut avoir pour n'importe quelle pathologie, mais bien sûr il y a une dimension psychologique presque toujours présente et importante qui fait partie intégrante de la prise en charge, de façon quasi intrinsèque, pour laquelle nous avons été formés. Par ailleurs, j'aborde aussi la sexualité d'un point de vue de santé publique.

Etre un homme est-il un avantage pour aborder certains sujets comme les questions d'autonomie sexuelle, avec des femmes fragilisées par la maladie ?

Au premier abord il peut sembler difficile de parler de la sexualité avec des femmes africaines. Cela ne se fait pas, c'est honteux, caché... La première gêne des femmes se situe là. Mais dans un deuxième temps, le fait que je sois un homme et que je puisse en parler librement tout en étant à leur écoute peut en effet aider les femmes à modifier le regard qu'elles portent sur la sexualité et, je l'espère, à "se réconcilier" avec la leur. ♦



L'accueil à Ikambere

Depuis la fin 2004, Valérie est la première personne que l'on rencontre, quand on arrive à Ikambere. Chargée de l'accueil physique comme téléphonique à l'association, elle a un rôle-clé, tout en subtilité, pour des visiteuses souvent désemparées.

« Mon travail consiste à faire de l'accueil physique et téléphonique. J'assume aussi occasionnellement quelques tâches de secrétariat. Quand c'est un visiteur professionnel qui vient à Ikambere, je l'accueille, je l'installe et je cherche à savoir vers qui l'orienter. Mais quand c'est une femme qui a été orientée vers l'association, je dois aussi la rassurer, la mettre en confiance. J'informe ensuite l'assistante sociale de sa présence. Quand les femmes viennent pour la première fois, elles sont un peu inquiètes, un peu perdues. Le premier accueil est très important. Au départ, j'ai eu du mal à savoir comment m'y prendre. J'avais du mal à voir arriver des femmes en pleurs, complètement déprimées... J'avais du mal à trouver quoi leur dire. Je commettais des maladresses. Ça n'a l'air de rien, mais c'était très difficile. La directrice d'Ikambere m'a appris à accueillir les primo-arrivantes. Elle me guidait pour me permettre de prendre du recul. Ça m'a beaucoup apporté. J'ai beaucoup échangé avec elle et avec les membres du service social.

Aujourd'hui, je sens que je fais bien mon travail. C'est très important, ce premier accueil. Déjà, nous ne sommes pas faciles à trouver : notre siège est discret, il n'y a pas de fléchage pour arriver. Souvent les femmes tournent en rond et finissent par nous trouver au bout de trente minutes, voire même une heure pour certaines. Alors quand elles finissent par arriver, il faut prendre du temps avec elles pour que l'endroit leur donne envie de revenir.

Je souhaite qu'elles gardent à l'esprit l'image positive de la première fois. Ça marque. Par exemple, je trouve très important de sourire, même au téléphone où ça ne se voit pas mais ça se sent.

Bien sûr, j'ai aussi ma vie en dehors du travail et, comme pour tout le monde, il y a des hauts et des bas, mais à un poste d'accueil comme le mien, il faut pouvoir mettre de côté cette part de soi et l'oublier pour se dédier aux autres. Il ne faut pas mélanger. Alors une fois que j'ai quitté mon domicile le matin, je tourne la page pour offrir ma disponibilité aux femmes. » ♦

PUBLICATION

Les actes du colloque Bien vivre avec le VIH ont été publiés. Organisé le 17 novembre dernier par Ikambere et le Corevih Ile-de-France Sud, ce colloque a permis à un large public de réfléchir, grâce aux communications des différents participants sur les quatre thématiques présentées ce jour-là : "Cacher ou partager une maladie chronique", "Bien vivre sa maladie dans une société discriminante", "Prise en charge du corps", "Sexualité et reproduction".

LOGEMENT

Ikambere se félicite d'avoir obtenu cet hiver des réponses favorables pour le logement définitif de trois femmes accompagnées par l'association. C'est le résultat d'un maillage d'organisation volontaire et tenace impliquant le service social d'Ikambere (Diane Caba) ainsi que de ses partenaires gestionnaires immobiliers. Tout au long de l'année, la question de l'hébergement est l'une des plus cruciales pour les femmes d'Ikambere. Un grand merci en particulier à Nicolas Chantôme, de la DRIHL (direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement) qui apporte son soutien financier au financement de nuits d'hôtel.

JOURNÉE DES FEMMES

C'est le vendredi 11 mars qu'a été fêtée à Ikambere la Journée internationale des femmes. Toujours un grand moment pour l'association, cette célébration permet aux femmes de se réunir autour d'un projet commun : mettre en valeur les traditions de leurs pays respectifs. Un comité a donc été mis en place pour l'organisation de la journée.

Des spécialités culinaires ont été élaborées puis évaluées par un jury pour leurs qualités tant gustatives que diététiques et visuelles. Habillées "comme là-bas", les femmes ont échangé également sur les habitudes et traditions vestimentaires. Une journée festive, appréciée de toutes, qui s'est terminée par un moment de musique et de danse.

LIEN SOCIAL

Une soirée de Rencontre hommes/femmes a eu lieu le 2 avril. Initiées par Ikambere, ces soirées – goûter dînatoire de 15 à 20h – sont régulièrement proposées aux hommes et aux femmes désireux de vivre un moment d'échange autour d'un buffet, de musique et de danse. Conversation, partage, ouverture d'esprit... plutôt qu'isolement ou même exclusion. La recette d'Ikambere ? La convivialité.

SIDACTION

Représentée par Rose, médiatrice de santé, Ikambere a participé à la Convention nationale Sidaction les 3 et 4 juin 2016. Rose a notamment été invitée à partager l'expérience d'Ikambere sur les questions relatives aux dernières études et recommandations qui ont pu être émises sur le TAsP (Treatment As Prevention) : quels questionnements ont les personnes vivant avec le VIH suivies dans leurs associations ? A quel moment en parler ? Quelles sont les difficultés rencontrées ? Quels sont les changements de comportement ou les ressentis évoqués par les personnes concernées, en couple ou non ?

SOUVENIR

Au Parc de la Villette, le 9 juin 2016, Ikambere a été à l'honneur du Candle Light Day. Bernadette Rwegeera, directrice d'Ikambere, a en effet prononcé une intervention lors de cette journée internationale d'hommage aux personnes disparues des suites du VIH, au Parc de la Villette.

SOLIDAYS

Comme chaque année, Ikambere a participé les 24-25-26 juin 2016 au festival Solidays. Cette 18ème édition de la manifestation de lutte contre le Sida a eu lieu à l'Hippodrome de Longchamp.

Les journées Solidays sont l'occasion, pour Ikambere, de faire connaître l'association et ses actions, ainsi que de diffuser des informations utiles à tous dans la lutte contre le VIH/Sida.